

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition juillet 2013

## Summertime...

---

Après les intenses sessions de printemps et d'été, les citoyens intéressés à la politique peuvent à nouveau se détendre. C'est enfin la période du sun, fun and nothing to do!

Nombre de Suisses de l'étranger profitent de l'été pour rendre visite à des parents et amis en Suisse, voir des paysages de montagne et mieux connaître notre beau pays en y faisant des excursions.

Ces rencontres sont autant d'occasions pour discuter dans le cercle de la famille ou d'amis des différences culturelles et aussi économiques entre la Suisse et les différents pays hôtes, chacun y apportant ses propres expériences et connaissances.

L'UDC International a précisément besoin de ce trésor d'expériences et de connaître les besoins et idées des Suisses de l'étranger pour enrichir son engagement politique durant les sessions parlementaires à venir.

**Ecrivez-nous donc pour nous informer de vos souhaits propositions ou, mieux encore, faisons connaissance personnellement le 16 août 2013 à Davos.** Car l'UDC International profite également de la période estivale pour atteindre ses membres, discuter avec eux et se faire connaître.

Je vous invite donc cordialement à **l'assemblée générale de l'UDC International** à l'hôtel Grischà à Davos à 20.00

heures. Comme chaque année, nous tenons notre réunion annuelle le même weekend que le Congrès des Suisses de l'étranger (16/17 août) où nous serons présents avec un stand. **Rendez nous visite à notre stand au congrès et participez ensuite à notre assemblée générale.** Vous trouverez l'invitation dans cette newsletter.

Mais l'engagement de l'UDC International durant cet été ne s'arrête pas là. Une semaine plus tard, soit **le 24 août 2013, nous tiendrons un stand avec des spécialités internationales à l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse à Genève.** Cette occasion de se présenter à la grande famille UDC dans un cadre décontracté a toujours été fort appréciée dans le passé. **Nous serions heureux de pouvoir vous saluer également à Genève.** Pour obtenir une carte d'invité ou de délégué, nous vous prions de vous adresser à Miriam Gurtner à l'adresse courriel [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch).

Toutes les dates importantes de notre agenda figurent à la fin de cette newsletter.

**Tout en vous souhaitant un été riche en expériences je me réjouis de vous rencontrer bientôt.**

Bien à vous

**Inge Schütz**

Présidente UDC International

## La situation politique et économique actuelle

---

La crise financière et bancaire internationale est passée au second plan de l'actualité, remplacée par les gros titres sur les inondations en Europe, les tornades en Oklahoma (Etats-Unis), les scandales d'écoute aux Etats-Unis (Edward Snowden / PRISM, surveillance du trafic internet par les grandes entreprises numériques américaines) et en Grande-Bretagne (Tempora, surveillance de l'échange de données sur le câble transatlantique en fibres de verre), le conflit syrien, les mouvements de protestation en Suède, en Turquie, au Brésil, puis à nouveau en Egypte. Dans ce dernier pays, les mouvements populaires de masse ont conduit à un coup d'Etat militaire, le président déchu ne parvenant pas à trouver un terrain d'entente avec l'opposition. L'armée a suspendu la constitution et institué un gouvernement de transition.

La sécurité des données n'est plus seulement menacée par des pirates, mais aussi par l'Etat. Il est possible que cet espionnage informatique ait également servi aux gouvernements pour obtenir des informations sur les flux de capitaux et activités commerciales des entreprises afin de découvrir d'éventuelles soustractions fiscales et augmenter ainsi leurs recettes – comme cela est d'ailleurs proposé dans le dernier projet d'accord "BEPS" (Base Erosion and Profit Shifting) de OCDE. Les entreprises concernées doivent donc s'attendre à une charge fiscale supplémentaire, donc à une baisse de leurs bénéfices, ce qui aura sans doute des effets négatifs sur le cours des actions. Pour certains pays, il s'agit également de pratiquer de l'espionnage économique pour conforter leur position dominante sur le marché. Les médias parlent d'ailleurs dès à présent du début d'une guerre cybernétique et aux Etats-Unis des élus politiques ont déjà réclamé une aide de l'Etat en faveur des instituts financiers petits à moyens qui ne disposent pas des mêmes moyens que les grandes banques pour se protéger.

A l'ombre de ces événements spectaculaires, la crise financière et bancaire se poursuit en Europe et c'est également dans ce contexte qu'il faut placer la nouvelle vague de régulations du secteur

bancaire. Il s'agit là d'une conséquence, d'une part, du projet d'union bancaire (par ex., la loi allemande sur la séparation des banques) et, d'autre part, des tentatives d'organes internationaux de désenchevêtrer le secteur bancaire et le secteur financier, de le placer sous le contrôle de l'Etat et de relancer l'octroi de crédits qui s'est fortement ralenti.

La **politique suisse** s'est surtout occupée durant le deuxième trimestre 2013 de thèmes touchant à la place financière, en particulier du "deal USA", soit la remise à des tiers de données concernant des clients bancaires. La marche de l'économie était cependant aussi influencée par des projets comme diverses réformes de la sécurité sociale (déplafonnement de l'assurance-chômage, révision de l'AI, prévoyance-vieillesse), car le coût de ces mesures d'assainissement réduit le pouvoir d'achat de la population. Pour désendetter plus rapidement l'assurance-chômage, la part du salaire dépassant 315 000 francs par an sera désormais également frappée par ledit pour-cent de solidarité. L'assurance-chômage affichait fin 2012 une dette de 5 milliards de francs. Le déplafonnement prévu lui permettra de réduire sa dette d'un peu plus de cent millions de francs par an. La révision adoptée est soumise au référendum facultatif. Cette redevance pour l'assurance devient ainsi un impôt, car les prestations ne sont plus fonction des cotisations. Le Parlement a en outre rejeté durant cette session le projet de révision de l'AI.

Dans le secteur de la prévoyance-vieillesse, le conseiller fédéral Alain Berset a présenté son document de discussion qui exposé les principaux points d'une révision qui devrait se réaliser d'ici à 2020 et que le Conseil fédéral a adoptée le 21 juin. L'objectif principal de cette réforme est de maintenir le niveau des prestations. Le chef du DFI propose une démarche globale qui harmonise les prestations de l'AVS et du Deuxième pilier.

On se réjouira de la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Chine. Même si ce traité ne supprime que progressivement les droits de douane et autres obstacles aux échanges commerciaux, la Suisse aura tout de même gagné une avance de 6 à 7 ans sur l'UE, si bien que les entreprises helvétiques ont l'op-

portunité de prendre des parts au marché chinois avant que l'UE ne bénéficie d'allègements douaniers semblables. La valeur des exportations suisses en Chine a atteint 7,4 milliards de francs en 2012. Elle s'est multipliée par onze durant les vingt ans écoulés alors que la totalité des exportations suisses n'a progressé "que" de 133% durant cette même période. La part des exportations vers la Chine à l'ensemble des exportations suisses a passé durant les derniers vingt ans de 0,7 à 3,7%, la part chinoise aux importations en Suisse de 1 à 5,8%.

La Suisse et la Chine attendent de cet accord de libre-échange un doublement des échanges commerciaux durant les cinq ans à venir. Cela signifierait plus de 1% des exportations et du PIB suisses.

**Hans Kaufmann**, conseiller national (ZH)  
Membre du comité UDC International

## **L'île méditerranéenne de Majorque découvre "UDC Espagne"**

---

Partie de l'Espagne, l'île de Majorque est à 170 km du continent espagnol (Barcelone). 876 000 personnes habitent sur ses 3620 km<sup>2</sup>.

Près de 2000 Suisses vivent leur retraite sur Majorque qui appartient au groupe des Iles Baléares. Les Suisses émigrés à Majorque suivent en règle générale attentivement l'actualité politique de leur pays d'origine.

Motivé par le succès de la fondation le 11 mai 2013 de l'UDC Espagne à L'Ampolla (Tarragone) sur le continent espagnol, je me suis senti moralement obligé de rendre visite également à notre diaspora suisse résidant à Majorque afin d'y encourager nos compatriotes à participer eux aussi à la section espagnole de l'UDC International.

En collaboration avec notre vice-président Max H. Suter, qui habite Palma de Majorque, nous avons réussi à inviter à brève échéance plusieurs Suisses et sympathisants de l'UDC à une réunion décontractée le 12 juin 2013.

Les participants ont été informés sur la fondation de la première section nationale UDC d'Europe ainsi que sur la nécessité que, nous autres Suisses de l'étranger, nous nous impliquions davantage dans la politique de notre pays d'origine.

Il va de soi que nous avons également abordé des thèmes de l'assemblée de fondation comme par exemple l'AVS pour les Suisses de l'étranger vivant dans l'UE, la loi sur les Suisses de l'étranger, la suppression de consulats suisses dans le monde entier, etc.

A mentionner tout particulièrement la présence de Madame Georgette Hübscher, une rentière âgée de 83 ans du canton de Soleure, qui s'était fort bien préparée à cette rencontre et a participé activement aux discussions. Cette dame est devenue avec conviction le premier membre de l'UDC Espagne à Majorque. Mais plusieurs autres Suisses ont également signé la formule d'adhésion. On y trouve, par exemple, Monsieur Werner Bieinisowitsch du canton de Zurich, vice-président du club suisses des Baléares ou encore Iris Scherrer, banquière du canton de Bâle-Campagne, qui s'est mise à disposition pour agir comme caissière de l'UDC Espagne.

Ainsi, notre réunion sur la charmante île de Majorque s'est déroulée dans une atmosphère agréable et avec succès pour l'UDC Espagne.

**Viktor Nell**, L'Ampolla (Espagne)  
Président UDC Espagne

## **Remarques de membres de l'UDC Espagne**

---

Comme vice-président de notre nouvelle section nationale UDC Espagne, je tiens à remercier chaleureusement notre président, Monsieur Viktor Nell, de son engagement infatigable pour la fondation de notre section. Son attitude ouverte et honnête est extrêmement bien perçue par nos membres et très motivante. Sa visite à Palma de Majorque a eu du succès et fut un événement enrichissant pour nous tous. Nous appliquons également sur notre île le principe énoncé par Viktor Nell le jour de la fondation de notre section:

"Nous devons nous unir pour être forts et avoir du succès!"

**Max Suter**, Sant Jordi (Majorque)  
Vice-président UDC Espagne

---

Comme vice-président du club suisse des Baléares, j'ai eu le plaisir, en représentant notre président Fridolin Wyss, de mener des discussions animées avec le président et le vice-président de la nouvelle section nationale UDC Espagne. Nous avons évoqué une foule de thèmes et problèmes qui animent depuis quelque temps l'actualité politique suisse.

Les grands problèmes de la Suisse, notamment celui du secteur de l'asile, me préoccupent fortement. Certains d'entre vous se demanderont sans doute pourquoi j'ai tourné le dos à notre beau pays pour m'installer voici sept ans à Majorque.

La réponse est fort simple: j'ai trois enfants et une petite-fille qui habitent en Suisse. Je souhaite qu'ils puissent continuer de vivre dans un pays sans forte criminalité, sans parasites qui minent les institutions sociales, sans étrangers qui tentent d'imposer à toutes et à tous leurs us et coutumes.

C'est pour cette raison précisément que je suis heureux que nous autres Suisses de l'étranger ayons voix au chapitre et que nous puissions, en tant que sympathisants UDC, participer un peu à la politique suisse

**Werner Bieinisowitsch**, Palma de Majorque  
Membre UDC Espagne  
Vice-président du club suisse des Baléares

---

UDC Espagne? "Encore cela", s'écrieront sans doute bon nombre de personnes. "Oui, encore cela", leur répondra-t-on.

Il n'est pas simple de définir une motivation politique ou, mieux encore, de la justifier. Il en est précisément ainsi quand on s'interroge sur l'utilité des sections étrangères de partis suisses.

Pour moi, ce type de question n'est pas prioritaire. Grâce à mon travail, je perçois tous les jours la "grande" actualité politique. Et il ne se passe pas une semaine sans que mes étudiants ne me posent une

question ayant trait à notre démocratie directe. Je ne fais pas partie de ceux qui ont honte de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas: le modèle à succès suisse est ce qui se fait de mieux depuis plus de 700 ans. Il est donc logique que l'on fasse connaître cette forme de politique et que l'on fasse comprendre à un maximum de gens du monde entier que les choses peuvent aller mieux autrement. Je me souviens fort bien d'une visite d'une conseillère fédérale à Madrid. La conférence prévue a pris du retard parce qu'elle a dû expliquer à Messieurs les Ministres ce qu'était un référendum. Je me suis alors aperçu une fois de plus à quel point l'étranger refuse parfois de nous prendre au sérieux.

Il n'a donc fallu ici en Espagne que d'une personne pour lancer le mouvement. Et qui le ferait mieux qu'un capricorne? Vous connaissez bien ces deux compagnons d'une publicité grisonne, Gian et Giachen, les deux capricornes. Il en est exactement ainsi avec notre ami Viktor Nell. Avec l'obstination traditionnelle des habitants du Praetigau grison, il s'est fixé pour objectif de fonder une section UDC Espagne. C'est d'autant plus important que ladite Organisation des Suisses de l'étranger est en train de devenir un refuge pour diplomates et politiques vieillissants. Aujourd'hui, plus personne n'est capable de me dire qui est responsable de l'application des accords bilatéraux et à qui on doit s'adresser quand les choses vont mal. On ne peut plus changer de caisses-maladie parce qu'il y a du sable dans la mécanique de LAMAL.org. Donc, Viktor Nell a lancé une invitation pour fonder le 11 mai 2013 la section nationale UDC Espagne.

Et une belle troupe de personnes intéressées a suivi cet appel pour procéder à cette fondation en présence d'Inge Schütz et de Miriam Gurtner. Et où était la Suisse restante? Elle était malheureusement empêchée.

Ayant fait ses preuves durant des siècles, le modèle à succès suisse doit évoluer, mais il ne doit pas s'aligner sur n'importe quel appel. Personnellement, j'attends du Conseil fédéral qu'il réponde clairement et avec détermination aux dénigrements de magistrats étrangers de mauvaise foi.

Comment accepter qu'un politique allemand parle de lancer la cavalerie contre la Suisse ou qu'un quelconque "expert" fiscal de l'UE dise à la Suisse ce qu'elle doit faire? Nous le savons depuis 700 ans et souvent nous le savons mieux que les autres. Alors, que cessent ces tentatives d'alignement et que l'on respecte à nouveau les décisions du peuple.

Je ne suis certes pas assez religieux pour agir en missionnaire, mais je missionne volontiers partout où je suis pour le modèle à succès suisse.

Je souhaite plein succès à l'UDC Espagne.

**Johann Reimann**, Benissa

Membre du comité et secrétaire UDC Espagne

---

Viktor Nell m'a prié d'ajouter quelques réflexions en tant que premier double membre (Suisse/Espagne) et ancien Suisse d'Afrique qui est rentré au pays depuis quelques années. Mais, pour commencer, je souhaite exprimer mon admiration pour la créativité et l'énergie inépuisables de Viktor Nell. Sans lui, nous n'en serions même pas au début. Je suis persuadé qu'il puise cette force dans la vie extrêmement difficile qu'il a menée et où il a dû surmonter avec courage les coups du sort les plus durs. Lui-même et ses compagnons de lutte méritent que leur succès en Espagne conduise à de nombreuses autres fondations de sections UDC dans le monde entier. Une mention en marge dans "Teleblocher" ou une petite lettre ne suffisent pas à mon avis. Le poids de sections actives de Suisses de l'étranger ne doit pas être sous-estimé et une lacune pourrait rapidement être comblée par un autre parti. L'engagement de Viktor et sa devise "L'union fait la force" sont exemplaires pour nous tous.

Voici maintenant une courte et fictive rétrospective concernant notre Conseil fédéral, sans doute le plus faible depuis 1848. Qu'on imagine un seul instant qu'un gouvernement aussi pusillanime eût dû défendre les intérêts de la Suisse dans les tragiques années trente où notre pays était entouré par les forces de l'Axe. J'ose prétendre que les troupes allemandes n'auraient pas eu besoin de préparer une attaque contre la Suisse, mais que notre

pays aurait pratiqué avec joie un "Anschluss" sur le modèle autrichien (et sous la conduite d'un Conseil fédéral pris par la manie européenne). Grâce à quelques conseillers fédéraux (Minger notamment) et militaires (le général Guisan) courageux, ce sort nous a été épargné.

Winston Churchill a lui aussi fait partie des sauveteurs de la Suisse. Ne nous trouvons-nous pas aujourd'hui dans une situation semblable? N'avons-nous pas au Conseil fédéral, au Parlement et dans l'administration une foule de Seiss-Inquarts, Quislings et autres Pilet-Golaz? Notre Madame la Ministre de la capitulation nous en a donné un exemple particulièrement repoussant avec sa "Lex USA". Mais nous avons aussi un solide Christoph Blocher qui ne se gêne pas d'appeler les choses par leur nom: "Le Conseil fédéral brade son pays!"

Et nous avons une UDC qui serre les coudes et qui est prête à stopper le bradage du pays en exigeant la participation du peuple. Notre parti est aussi fort qu'en 1992, et même davantage. Plusieurs initiatives ont été déposées ou sont en préparation pour, par exemple, mettre fin aux actions précipitées du conseiller fédéral Burkhalter et de son porteur d'eau Rossier. Nous refusons d'être placés sous la férule des juges de Strasbourg. Dans notre combat contre l'adhésion à l'UE, j'identifie un allié à long terme, la Grande-Bretagne, comme en 1993/45. L'histoire se répète parfois.

Voilà pourquoi je lance une fois de plus l'appel de Viktor: "Nous devons nous unir pour être forts!" Les compagnons qui sont prêts à le soutenir ne manquent pas.

**Robert Nieth**, Walchwil ZG

Membre UDC Espagne

**La fondation de l'UDC Espagne a été mentionnée par Christoph Blocher sur Teleblocher:**

<http://www.teleblocher.ch/archives/2419>

## Singapour c'était hier, la Lettonie, c'est demain

---

La Lettonie introduira l'euro le 1.1.2014. A la même époque, la Lettonie aura adopté une révision légale a plusieurs échelons dont l'unique objectif est la suivant: faire de ce pays le prochain "paradis fiscal" de la zone euro.

La coïncidence de ces deux événements illustre parfaitement l'énorme clivage entre la rhétorique UE et la réalité: bien que la Commission UE ait bruyamment déclaré la guerre aux "combineurs fiscaux", elle semble impuissante face à la Lettonie.

Le taux d'imposition letton des entreprises est de 15%, soit sensiblement en dessous de la moyenne UE de 23,5%. Dans l'UE, seuls l'Irlande (12%) et Chypre (10%) connaissent des taux fiscaux plus bas. Mais la bulle bancaire de ces deux pays a éclaté depuis longtemps et ces Etats ont été sauvés par l'UE.

Lesdits holdings profitent encore de bien d'autres avantages en Lettonie. Depuis le début 2013, les gains étrangers tirés de dividendes et de ventes d'actions sont exemptés d'impôts, tout comme le transfert de ces bénéficiés dans d'autres pays. A partir de 2014, il n'y aura plus non plus d'impôt sur les intérêts et les droits de licence que les holdings lettons versent à des entreprises étrangères.

Cette fiscalité permet non seulement aux étrangers de parquer à bon compte leurs capitaux en Lettonie, mais aussi de se servir de ce pays comme tête de point pour faire sortir d'Europe des fonds en direction d'oasis fiscaux comme par exemple les Îles Cayman. Ce même constat, mais avec encore moins de taxes et de limitations, vaut pour Malte, l'Irlande, Chypre et les Pays-Bas.

Markus Heinzer, analyste chez Tax Justice Network, appelle d'ores et déjà la Lettonie "Luxembourg des pauvres".

Bien que la Lettonie ait considérablement amélioré sa législation contre le blanchiment d'argent, il reste une incertitude latente. Un habitant de Lettonie sur deux est Russe. Chaque jour, une dizaine d'avions circulent entre Riga et Moscou. Chaque Letton parle parfaitement russe. Depuis des décennies, la Lettonie est un havre

reconnu pour des capitaux en fuite de Russie.

L'UE n'adaptera pas ses propres lois aussi longtemps que certains Etats, comme par exemple le Luxembourg, défendent leur propre place financière. Voilà aussi la raison de ce profond clivage entre les grandes déclarations bruxelloises et la réalité. Il est parfaitement possible qu'à long terme on assiste dans de nombreux pays à d'importants transferts d'argent en direction de Riga.

**Johann Reimann**, Benissa  
Membre du comité et secrétaire UDC Espagne



suivez-nous sur Facebook:

<http://www.facebook.com/pages/SVP-International/143892652327095>

## Echéances 2013:

---

L'assemblée générale de l'UDC International aura lieu comme chaque année dans le cadre du Congrès des Suisses de l'étranger, soit

**vendredi, 16 août 2013 20 :00h à Davos à l'hôtel Grischa.**

Le Congrès des Suisses de l'étranger de l'OSE a lieu du 16 au 18 août 2013 à Davos. Vous trouverez prochainement des informations détaillées et une formule d'inscription à l'adresse internet <http://aso.ch/fr/offres/congres-des-suisses-de-letranger/congres-2013>

Les assemblées des délégués se déroulent aux dates suivantes:

**samedi, 24 août 2013 à Genève**

**samedi, 26 octobre 2013 à Meiringen**

**samedi, 23 novembre 2013**

En tant que membre de l'UDC International vous êtes toujours invité comme hôte ou, si des cartes de délégués sont libres, comme délégué aux assemblées des délégués de l'UDC Suisse. N'hésitez pas à prendre contact avec nous si vous êtes intéressé!